

COMPTES NATIONAUX

Agrégats trimestriels

2002 - I

Institut des Comptes Nationaux

Service Statistiques financières et économiques
Banque Nationale de Belgique, Bruxelles

Contenu de la publication Les comptes trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du nouveau Système européen des Comptes (SEC1995)-

Les comptes trimestriels sont publiés au cours du quatrième mois suivant la fin du trimestre (avril, juillet, octobre, janvier).

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le premier trimestre de l'année 2002. Elle se compose de trois chapitres: le premier donne une brève synthèse des résultats; le deuxième présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets calendaires (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenu; épargne et capacité ou besoin de financement de la nation; emploi et salaires); le dernier chapitre est consacré aux évolutions observées par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente pour les principales composantes de la valeur ajoutée et des dépenses.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 05 juillet 2002.

Commande Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions : Banque Nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Téléphone : 02 / 221 20 33

Fax : 02 / 221 30 42

E-mail : documentation@nbb.be

Pour plus d'information Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Statistiques financières et économiques de la Banque Nationale de Belgique.

Téléphone: 02 / 221 44 77

Fax : 02 / 221 30 30

E-mail : nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable J.-J. Vanhaelen, Chef du département Statistique générale
Banque Nationale de Belgique.

Institut des Comptes Nationaux / Banque Nationale de Belgique, Bruxelles.

La mention de la source est obligatoire. La reproduction pour usage propre ou interne est autorisée.

ISSN 1373-9441

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I - Synthèse	5
Chapitre II - Estimations des agrégats trimestriels	9
1. Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	11
1.1 Estimations à prix courants	11
1.2 Estimations aux prix de 1995	11
2. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	12
2.1 Estimations à prix courants	12
2.2 Estimations aux prix de 1995	12
3. Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus - estimations à prix courants	13
4. Revenu, épargne et capacité ou besoin de financement - estimations à prix courants	14
5. Emploi et rémunération des salariés	15
5.1 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	15
5.2 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	15
5.3 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	15
Chapitre III - Evolution des agrégats trimestriels	17
1. Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité (évolution aux prix de 1995)	19
2. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses (évolution aux prix de 1995)	19

Signes conventionnels	n.d.	non disponible
	p.m.	pour mémoire
	p	provisoire
	0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Chapitre I - Synthèse

L'EVOLUTION DES AGREGATS TRIMESTRIELS EN QUELQUES CHIFFRES

L'activité économique, corrigée des effets saisonniers et calendaires, s'est redressée au cours du premier trimestre de l'année 2002. Pour la première fois après quatre trimestres successifs de stagnation ou de baisse, le produit intérieur brut en volume affiche une hausse (0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent). Si l'on ne prend pas en compte un effet purement comptable lié à un changement de classification des entreprises de radiotélévision intervenu le 1^{er} janvier 2002 - expliqué dans la note technique ci-après (p.8) -, la croissance aurait même été plus élevée (0,6 p.c.).

A un trimestre d'écart, la reprise a été particulièrement marquée dans l'industrie (1,7 p.c.) et dans la construction (2,4 p.c.), tandis que l'activité s'est stabilisée dans les services.

La croissance observée par rapport au trimestre précédent a été soutenue à la fois par la demande intérieure (hors stocks) et extérieure.

Hors l'effet comptable mentionné ci-dessus, la consommation des ménages s'est légèrement redressée (0,2 p.c. par rapport au trimestre précédent) pour revenir à un niveau relativement proche de celui atteint il y a un an. La formation brute de capital fixe a également contribué à la reprise de l'activité, avec une croissance de 1,0 p.c. L'évolution des investissements des entreprises et des administrations publiques enregistrée pour les deux derniers trimestres a été perturbée par les opérations exceptionnelles de rachat de bâtiments publics par des entreprises du secteur privé au cours du quatrième trimestre 2001. Si l'on exclut ces opérations, les investissements des entreprises ont progressé au premier trimestre 2002 par rapport au trimestre précédent (1,4 p.c.).

Après s'être inscrites en recul tout au long de l'année précédente, les exportations et les importations en volume de biens et services se sont redressées au cours du premier trimestre 2002 (de, respectivement, 1,6 p.c. et 1,3 p.c. par rapport au quatrième trimestre 2001).

EVOLUTION DES AGREGATS TRIMESTRIELS

Aux prix de 1995, pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données trimestrielles corrigées exclusivement des variations saisonnières

	2000	2001	2000			2001			2002	
			III	IV	I	II	III	IV	I ¹	I ²
Produit intérieur brut	4,0	1,0	0,5	1,1	0,3	-0,4	-0,3	0,4	-0,4	-0,3

¹ Y compris l'effet du changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision.

² Hors effet du changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision.

Aux prix de 1995, pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires

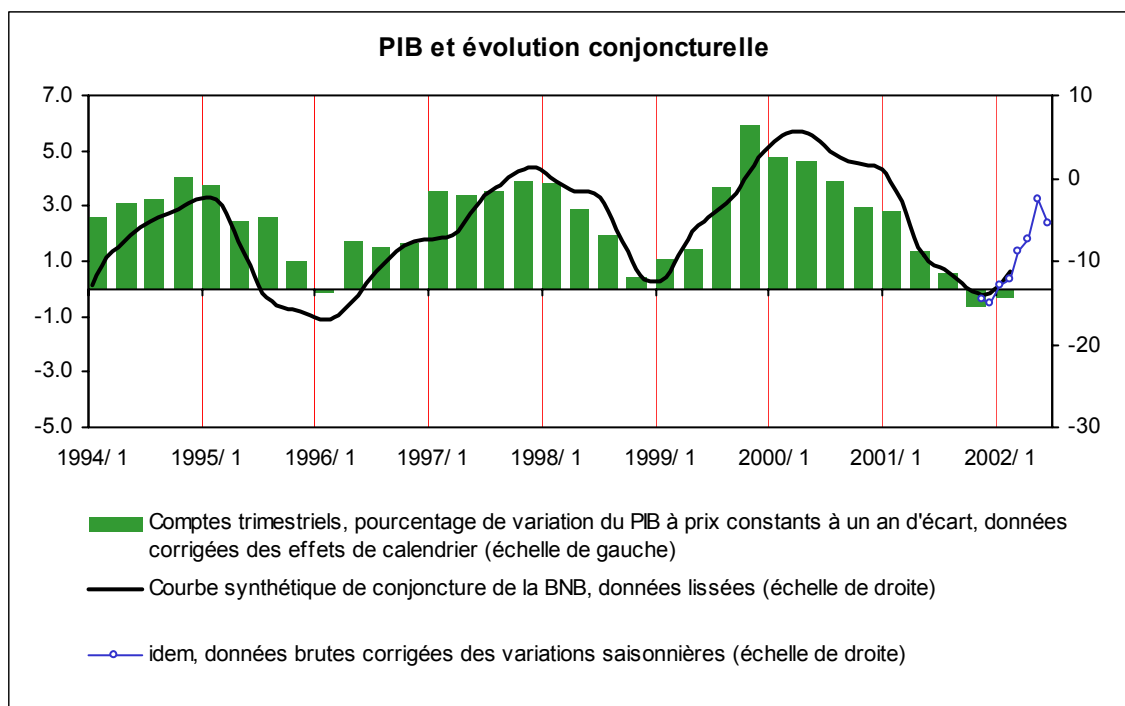
	2000	2001	2000			2001			2002	
			III	IV	I	II	III	IV	I ²	I ³
Produit intérieur brut	4,0	1,0	0,8	0,9	0,1	-0,4	0,1	-0,4	0,4⁴	0,6⁴
Valeur ajoutée de l'industrie	3,2	-0,6	0,8	1,0	0,2	-2,0	-0,3	-1,8	1,7	1,7
Valeur ajoutée de la construction	9,1	0,6	2,5	0,6	-1,1	-0,6	1,0	-2,5	2,4	2,4
Valeur ajoutée des services	3,8	2,3	1,2	0,8	0,6	0,1	0,2	0,5	-0,2	0,0
Dépenses de consommation privée	3,8	1,6	0,7	0,4	1,1	-0,6	0,3	0,0	-0,3	0,2
Dépenses de consommation publique	2,5	2,3	0,9	0,8	0,6	0,3	0,3	0,2	0,8	0,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	3,3	1,4	-1,0	1,3	4,0	-4,3	0,0	2,4	-1,6	-1,6
Formation brute de capital fixe en logements	1,1	1,8	0,4	0,3	0,0	0,8	1,0	0,8	-0,9	-0,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1,5	-14,1	-1,5	-2,2	-1,6	-3,0	-1,5	-31,3	43,2	43,2
Formation brute de capital fixe totale	2,6	0,1	-0,7	0,8	2,6	-3,0	0,1	-0,6	1,0	1,0
Variations de stocks ¹	0,5	-0,9	0,3	-0,7	-0,2	-0,1	-1,5	1,9	0,0	0,0
Exportations de biens et services	9,7	-0,8	2,3	0,9	-0,6	-0,9	-0,8	-6,4	1,6	1,6
Importations de biens et services	9,7	-1,5	2,3	-0,4	0,7	-1,7	-2,5	-4,0	1,3	1,3
Exportations nettes de biens et services ¹	0,5	0,5	0,1	1,0	-1,0	0,6	1,3	-2,2	0,3	0,3

¹ Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

² Y compris l'effet du changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision.

³ Hors effet du changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision.

⁴ La différence entre les évolutions observées selon que l'on corrige ou non pour les effets calendaires s'explique essentiellement par l'incidence relativement importante sur l'activité du fait que le premier trimestre 2002 comporte deux jours ouvrables de moins que le dernier trimestre 2001.



Note technique: incidence sur la comptabilité nationale du changement de secteur des entreprises publiques de radiotélévision

En vertu des accords du Lambermont, la redevance radiotélévision est perçue depuis le 1^{er} janvier 2002 par les régions, et non plus par les communautés. Celles-ci demeurent toutefois le pouvoir subsidant des entreprises publiques de radiotélévision. La rupture du lien (presque) direct entre la perception de la redevance et le financement de ces entreprises modifie la manière dont leurs opérations sont considérées dans les comptes nationaux.

Conformément aux prescriptions du Système européen de comptes 1995 (SEC95), la redevance était considérée jusqu'à présent comme une vente de services des entreprises de radiotélévision, en paiement d'une dépense de consommation des ménages, étant donné que l'administration qui percevait la redevance était également celle qui finançait les entreprises. Subséquemment, leurs recettes propres (redevance et chiffre d'affaires) couvrant plus de la moitié des coûts, la VRT, la RTBF et la BRF étaient considérées comme des institutions publiques marchandes, classées parmi les sociétés non financières.

Dans la nouvelle situation, le lien direct entre le financement des entreprises et la redevance étant rompu, la redevance est considérée comme un impôt sur les particuliers et non plus comme une dépense de consommation. De plus, les entreprises ne sont plus financées principalement par des recettes propres (chiffre d'affaires), mais par une dotation publique. De ce fait, elles sont désormais assimilées aux administrations publiques.

Ce changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision a de multiples conséquences, purement comptables, sur le calcul des variables des comptes nationaux.

Il affecte notamment le calcul du produit intérieur brut (PIB) dans ses trois optiques:

- valeur ajoutée: en tant que sociétés non financières, la valeur de la production des entreprises publiques de radiotélévision était obtenue par la somme du chiffre d'affaires, de la redevance radiotélévision et des autres recettes; comme entités publiques non marchandes, la production de ces entreprises est désormais obtenue par la somme de leurs coûts (achats de biens et services, rémunérations et amortissements); au total, le PIB est réduit de 0,1 p.c.;

- dépenses: la totalité de la redevance radiotélévision était précédemment considérée comme une dépense de consommation des ménages; elle est désormais traitée comme un impôt des particuliers, dont seule une partie est utilisée comme dépense de consommation des administrations publiques; en effet, dans la mesure où, selon le SEC95, la consommation publique correspond à la valeur de la production, déduction faite des paiements effectués par d'autres unités institutionnelles, seule la partie de la redevance couvrant les coûts de production des entreprises de radiotélévision, déduction faite des produits d'exploitation propres (chiffre d'affaires et autres recettes), est désormais prise en compte comme dépense de consommation; au total, la consommation finale de l'économie diminue de 0,2 p.c.; la consommation des ménages diminue de 0,5 p.c. et celle des administrations publiques augmente de 0,7 p.c.;

- revenu: la partie de la redevance radiotélévision qui était conservée par les communautés était considérée comme un impôt sur la production versé par les entreprises de radiotélévision; cette écriture n'a plus cours dans la nouvelle situation; dans cette optique, la réduction du PIB se marque donc par un recul des impôts sur la production.

Chapitre II - Estimations des agrégats trimestriels

1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(estimations aux prix de base, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	Section Nace-Bel	2000	2001	2000			2001				2002
				II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	A+B	3.118	3.456	798	795	800	804	883	886	884	837
Industrie	C+D+E	49.641	50.688	12.343	12.485	12.653	12.883	12.652	12.625	12.471	12.602
Construction	F	11.497	11.738	2.858	2.904	2.909	2.928	2.959	2.979	2.925	2.995
Services		165.474	172.434	41.182	41.681	42.070	42.376	43.042	43.200	43.878	44.249
Commerce, transports et communications	G+H+I	46.480	47.032	11.768	11.621	11.594	11.726	11.904	11.753	11.794	11.902
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	J+K	65.011	69.688	16.005	16.547	16.754	16.983	17.207	17.514	17.917	17.973
Administration publique et éducation	L+M	32.629	33.893	8.099	8.120	8.350	8.268	8.454	8.465	8.706	8.764
Autres services	N+O+P	21.354	21.820	5.309	5.393	5.372	5.400	5.477	5.468	5.461	5.610
Autres composantes ¹		18.608	18.275	4.723	4.593	4.669	4.506	4.601	4.614	4.549	4.597
Produit intérieur brut aux prix du marché		248.338	256.591	61.904	62.457	63.100	63.497	64.137	64.304	64.707	65.280

¹ Impôts moins subventions sur les produits et services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

1.2 ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(estimations aux prix de base, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	Section Nace-Bel	2000	2001	2000			2001				2002
				II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	A+B	3.343	3.210	835	833	834	823	809	794	783	778
Industrie	C+D+E	51.709	51.469	12.864	12.968	13.092	13.124	12.863	12.822	12.590	12.799
Construction	F	10.765	10.778	2.670	2.737	2.753	2.721	2.706	2.734	2.664	2.728
Services		149.372	152.734	37.139	37.587	37.871	38.085	38.132	38.200	38.377	38.314
Commerce, transports et communications	G+H+I	41.042	40.992	10.302	10.221	10.305	10.366	10.297	10.210	10.247	10.220
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	J+K	59.456	62.660	14.650	15.094	15.283	15.436	15.527	15.729	15.912	15.783
Administration publique et éducation	L+M	29.904	30.107	7.469	7.489	7.503	7.512	7.521	7.531	7.542	7.554
Autres services	N+O+P	18.970	18.975	4.718	4.783	4.779	4.770	4.786	4.729	4.677	4.757
Autres composantes ¹		17.170	16.472	4.355	4.222	4.301	4.152	4.147	4.141	4.025	4.083
Produit intérieur brut aux prix du marché		232.359	234.663	57.862	58.347	58.850	58.906	58.657	58.690	58.440	58.702

¹ Impôts moins subventions sur les produits et services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	2000		2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Dépenses de consommation finale privée ¹	134.342	139.586	33.399	33.857	34.072	34.522	34.881	35.108	35.105	35.243
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	52.529	55.346	13.035	13.125	13.455	13.514	13.652	13.931	14.229	14.411
Formation intérieure brute de capital	53.429	53.109	13.348	13.433	13.368	13.946	13.402	12.189	12.906	13.368
Formation brute de capital fixe	52.474	53.598	13.052	13.069	13.262	13.652	13.351	13.442	13.096	13.264
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	35.637	36.570	8.861	8.848	9.015	9.381	9.033	9.085	9.050	8.933
Formation brute de capital fixe en logements ²	12.400	12.987	3.079	3.108	3.140	3.168	3.230	3.280	3.303	3.300
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4.437	4.042	1.112	1.113	1.108	1.103	1.088	1.077	744	1.032
Variations des stocks	955	-489	296	364	106	295	51	-1.254	-190	104
Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)	8.036	8.548	2.123	2.043	2.204	1.515	2.202	3.077	2.467	2.258
Exportations totales	214.277	216.608	52.670	54.994	56.476	55.500	55.923	54.948	50.764	52.051
Importations totales	206.241	208.060	50.548	52.951	54.272	53.984	53.720	51.872	48.297	49.793
Produit intérieur brut aux prix du marché	248.336	256.591	61.904	62.457	63.100	63.497	64.137	64.304	64.707	65.280

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

2.2 ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	2000		2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Dépenses de consommation finale privée ¹	123.603	125.611	30.795	31.005	31.129	31.484	31.310	31.419	31.424	31.341
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	47.690	48.782	11.870	11.973	12.070	12.148	12.181	12.223	12.242	12.339
Formation intérieure brute de capital	48.595	47.220	12.148	12.256	11.933	12.151	11.712	10.861	11.885	11.982
Formation brute de capital fixe	48.057	48.182	11.994	11.911	12.005	12.318	11.949	11.965	11.894	12.011
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	32.416	32.874	8.080	8.001	8.108	8.436	8.074	8.073	8.271	8.139
Formation brute de capital fixe en logements ²	11.577	11.790	2.886	2.897	2.907	2.906	2.930	2.960	2.983	2.957
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4.063	3.518	1.028	1.013	991	975	946	931	640	916
Variations des stocks	538	-962	153	345	-73	-167	-237	-1.104	-9	-30
Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)	12.471	13.050	3.051	3.113	3.719	3.123	3.453	4.188	2.890	3.040
Exportations totales	185.749	183.817	46.104	47.142	47.575	47.306	46.895	46.525	43.532	44.208
Importations totales	173.277	170.766	43.053	44.029	43.856	44.182	43.442	42.337	40.641	41.168
Produit intérieur brut aux prix du marché	232.359	234.663	57.862	58.347	58.850	58.906	58.657	58.690	58.440	58.702

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	2000	2001	2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Rémunération des salariés	127.799	134.264	31.825	32.166	32.405	32.912	33.318	33.655	34.322	34.613
Salaires et traitements bruts	95.435	100.832	23.740	24.026	24.264	24.687	25.025	25.300	25.776	26.068
Cotisations sociales	32.365	33.432	8.085	8.141	8.141	8.225	8.293	8.355	8.545	8.545
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut ¹	89.967	92.037	22.405	22.625	22.955	23.096	23.214	23.028	22.812	23.021
Impôts nets à la production et à l'importation	30.570	30.289	7.674	7.666	7.740	7.490	7.605	7.621	7.573	7.646
Revenu intérieur brut aux prix du marché	248.336	256.591	61.904	62.457	63.100	63.497	64.137	64.304	64.707	65.280

¹ Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

4 REVENU, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT: ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	2000	2001	2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Revenu intérieur brut aux prix du marché	248.336	256.591	61.904	62.457	63.100	63.497	64.137	64.304	64.707	65.280
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	6.067	6.339	1.502	1.573	1.584	1.521	1.599	1.595	1.760	1.688
Revenu national brut	254.404	262.929	63.406	64.030	64.684	65.018	65.737	65.899	66.468	66.968
Consommation de capital fixe	35.898	38.240	8.918	9.054	9.157	9.257	9.484	9.671	9.829	9.988
Revenu national net	218.506	224.689	54.488	54.976	55.527	55.762	56.253	56.228	56.639	56.980
Solde des transferts courants en provenance du/vers le reste du monde	-2.383	-2.475	-585	-583	-600	-616	-605	-608	-646	-679
Revenu national net disponible	216.123	222.214	53.903	54.393	54.927	55.145	55.648	55.620	55.994	56.301
Consommation finale nationale	186.871	194.933	46.434	46.981	47.527	48.036	48.533	49.038	49.335	49.654
Épargne nationale nette	29.252	27.281	7.469	7.411	7.399	7.110	7.114	6.582	6.659	6.646
Formation brute de capital fixe	52.474	53.598	13.052	13.069	13.262	13.652	13.351	13.442	13.096	13.264
Variations des stocks	955	-489	296	364	106	295	51	-1.254	-190	104
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-120	-112	-32	-35	-28	-8	-39	-33	-31	-30
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	11.226	12.301	2.914	2.903	3.066	2.412	3.157	4.032	3.550	3.237

5 EMPLOI ET RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

5.1 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	2000	2001	2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Emploi	3.970	4.017	3.959	3.982	4.000	4.008	4.015	4.025	4.018	4.013
Indépendants	685	682	685	685	685	684	682	680	680	680
Salariés	3.285	3.335	3.273	3.298	3.315	3.324	3.333	3.345	3.338	3.333

5.2 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	Section Nace-Bel	2000	2001	2000			2001				2002
				II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	A+B	79	78	79	79	79	79	78	78	77	77
Industrie	C+D+E	684	687	682	685	688	689	689	687	685	683
Construction	F	233	235	232	233	234	235	235	235	235	235
Services		2.923	2.964	2.913	2.933	2.946	2.953	2.961	2.973	2.969	2.966
Commerce, transports et communications	G+H+I	887	905	885	890	895	900	906	909	906	904
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	J+K	592	597	591	595	595	597	597	597	597	597
Administration publique et éducation	L+M	743	751	740	746	749	748	749	754	753	752
Autres services	N+O+P	700	711	697	702	707	708	710	713	713	713
Emploi intérieur total		3.918	3.964	3.906	3.930	3.947	3.955	3.963	3.973	3.966	3.961

5.3 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

	Section Nace-Bel	2000	2001	2000			2001				2002
				II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	A+B	420	426	104	107	107	108	106	105	105	109
Industrie	C+D+E	29.185	30.041	7.255	7.343	7.399	7.420	7.470	7.552	7.561	7.634
Construction	F	6.400	6.686	1.579	1.623	1.639	1.647	1.656	1.685	1.672	1.734
Services		91.794	97.111	22.887	23.094	23.260	23.737	24.085	24.314	24.983	25.136
Commerce, transports et communications	G+H+I	27.094	28.310	6.763	6.811	6.840	6.931	7.005	7.167	7.141	7.297
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	J+K	21.596	23.638	5.352	5.437	5.536	5.792	5.876	5.920	6.055	6.327
Administration publique et éducation	L+M	28.598	30.026	7.151	7.183	7.190	7.283	7.454	7.436	7.924	7.627
Autres services	N+O+P	14.507	15.137	3.621	3.662	3.694	3.731	3.750	3.791	3.864	3.885
Rémunération totale des salariés		127.799	134.264	31.825	32.166	32.405	32.912	33.318	33.655	34.322	34.613

Chapitre III - Evolution des agrégats trimestriels

1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (ÉVOLUTION AUX PRIX DE 1995)

(données trimestrielles brutes, pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	Section Nace-Bel	2000	2001	2000			2001				2002
				II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	A+B	-2,2	-4,0	-2,6	-3,1	-2,4	-2,2	-3,1	-4,6	-6,2	-5,5
Industrie	C+D+E	3,2	-0,5	3,1	1,1	2,4	2,1	-0,1	-0,6	-3,2	-3,0
Construction	F	9,1	0,1	9,4	9,0	5,9	1,4	1,3	-1,2	-0,9	-0,7
Services		3,8	2,3	3,9	3,4	3,4	2,7	2,7	1,6	2,0	0,3
Commerce, transports et communications	G+H+I	4,7	-0,1	5,9	2,0	3,2	0,1	0,0	0,5	-0,9	-1,1
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	J+K	4,3	5,4	3,7	5,1	5,0	6,1	5,9	3,8	5,7	1,1
Administration publique et éducation	L+M	1,6	0,7	1,7	1,5	1,3	0,9	0,7	0,6	0,5	0,6
Autres services	N+O+P	4,1	0,0	3,9	4,3	2,3	1,0	1,6	-1,0	-1,4	0,1
Autres composantes ¹		6,6	-4,1	10,4	2,2	-0,7	-5,4	-3,9	-1,6	-5,1	-2,4
Produit intérieur brut aux prix du marché		4,0	1,0	4,3	3,0	2,9	1,9	1,4	0,7	0,0	-0,8

¹ Impôts moins subventions sur les produits et services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES (ÉVOLUTION AUX PRIX DE 1995)

(données trimestrielles brutes, pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	2000	2001	2000			2001				2002
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Dépenses de consommation finale privée ¹	3,8	1,6	4,7	3,0	2,9	2,2	1,6	1,4	1,3	-0,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,5	2,3	3,1	2,4	2,4	3,1	2,6	2,2	1,4	1,7
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe										
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	3,3	1,4	1,8	-0,2	5,5	2,7	-0,1	0,4	2,5	-6,7
Formation brute de capital fixe en logements	0,9	1,8	0,4	0,7	1,0	1,2	1,5	2,1	2,5	1,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1,5	-13,4	3,8	-0,8	-5,2	-5,4	-7,6	-7,2	-34,2	-5,0
Total Formation brute de capital fixe	2,6	0,3	1,6	0,0	3,7	1,5	-0,4	0,2	-0,2	-4,5
Variations des stocks ²	0,5	-0,6	0,1	1,9	-0,9	-1,5	-0,2	-1,8	0,8	-0,1
Total Formation intérieure brute de capital	4,9	-2,8	2,1	9,9	-0,2	-5,9	-1,3	-8,6	3,2	-5,2
Exportations nettes de biens et services ²										
Exportations totales	9,7	-1,0	9,5	6,7	8,0	4,9	1,7	-1,9	-8,6	-7,5
Importations totales	9,7	-1,4	9,1	8,7	7,2	3,6	1,4	-3,6	-7,1	-8,2
Total Exportations nettes de biens et services ²	0,5	0,2	0,8	-1,0	0,9	1,3	0,3	1,2	-1,6	0,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	4,0	1,0	4,3	3,0	2,9	1,9	1,4	0,7	0,0	-0,8

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Contribution à la croissance du PIB.

INFO

INFOS PUBLICATIONS

PAPIER

	F	N	E	Le numéro	L'abonnement	Fréquence
Statistique générale						
Bulletin statistique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	26,00 €	94,00 €	4/an
Bulletin statistique - Actualisation mensuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	52,00 €	8/an
Indicateurs économiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	12/an
Communiqué de presse - enquêtes sur la conjoncture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	12/an
Commerce extérieur						
Bulletin mensuel (Belgique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	7,25 €	81,75 €	13/an
Bulletin trimestriel (Belgique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	26,00 €	81,75 €	5/an
Bulletin trimestriel (Résultats régionaux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	26,00 €	81,75 €	4/an
Comptes nationaux						
Agrégats trimestriels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	6,00 €	19,75 €	4/jaar
Comptes régionaux - Agrégats par branches d'activité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Partie 1 - Estimations des agrégats annuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	12,25 €	-	1/jaar
Partie 2 - Comptes détaillés et tableaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Partie 3 - Stock de capital et investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Offre globale pour les comptes nationaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	-	80,00 €	8/jaar

Disponible à l'adresse

<http://www.nbb.be/DQ/F/planningPapPub.htm>

CD-ROM

Le cd-rom trimestriel comporte une partie de la base de données de séries chronologiques de la Banque Nationale de Belgique et est disponible en français et en néerlandais.

En plus des données, vous trouverez des notes méthodologiques expliquant les tableaux du Bulletin statistique. Vous pouvez également consulter les derniers numéros de celui-ci et les imprimer facilement.

Cd-rom Belgostat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	25,00 €	60,00 €	4/an
Cd-rom Annuaire du commerce extérieur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	25,00 €	-	1/an

Disponible à l'adresse: http://www.nbb.be/DQ/F/order_single.htm

SITE INTERNET

Consultez notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.nbb.be/DQ/F/homef.htm>

ADRESSAGE AUTOMATIQUE

Inscription sur la liste d'adressage automatique des publications statistiques en format PDF

Disponible à l'adresse: <http://www.nbb.be/DQ/F/bestel.htm>

IDENTIFICATION

Nom:

Institution et n° de TVA:

Adresse :

Tél. ou fax:

Adresse e-mail:

Fax BNB:

02/221 31 34

E-mail:

statisticalpaper@nbb.be